

ous jusqu'aux plus petits. *Extrait du Tablet de Londres.* polonais Mirhel Jackowski; de Mme Caroline de Rothschild, mère de M. de Rothschild de Vienne, de Paris, de Francfort, et décédée dans cette dernière ville à l'âge de 99 ans.

CHAMBRE DES LORDS.

Lord Stanley dit. Voyant le noble lord secrétaire des colonies à sa place, je désire lui poser une question. Les nouvelles du Canada sont d'un caractère si formidable et si alarmant, que je crois de mon devoir de perdre un peu de temps pour m'enquérir du gouvernement s'il a reçu d'autres informations que celle qui est répandue dans le public, et qui, je l'espère, est exagérée, et pour apprendre, en même temps si le gouvernement est prêt à donner des explications sur l'état des affaires dans cette colonie, où, paraît-il, le mécontentement produit par les mesures du gouvernement a enfin éclaté par un dégoût général et une révolte. Il paraît que la hâte du parlement à Montréal a été détruite par le feu; et dans ce moment on appréhende qu'il existe, dans ces provinces la plus formidable de toutes les guerres, une guerre de races, (écoutez.) Je désire savoir si le gouvernement a quelque information sur l'état présent de ces provinces. Et je répéterai la question que j'ai faite au noble lord, il y a déjà quelque temps, savoir, si par rapport à la mesure particulière qui a conduit à cet outrage, il avait donné quelques instructions spéciales sur la politique à suivre?

Lord Grey.—Je désirerais que le noble lord se fût conformé à l'intention qu'il a d'abord exprimée de s'abstenir d'émettre une opinion prématurée, et d'après des rapports auxquels il est difficile pour moi de répondre. Il y a à peu près une heure, j'ai reçu une dépêche de Lord Elgin, et cette dépêche, j'aurai la grande satisfaction de la mettre devant cette chambre, à sa prochaine séance. C'est une dépêche qui montrera, je crois, que Lord Elgin a agi en tout avec son jugement, sa modération et son bon sens ordinaire. Milords, je dois dire à vos seigneuries qu'à la date de cette dépêche, qui a été écrite à la hâte, après que la malle régulière fut expédiée par la voie de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick—la dépêche, je puis dire, a été écrite le 30 avril, et est arrivée à New-York juste à temps pour être expédiée,—il paraît qu'à la date de cette dépêche une émeute, sans doute d'un caractère très-grave, avait eu lieu dans Montréal, et que la hâte du parlement avait été brisée; mais d'après cette dépêche, il n'y a pas du tout à craindre une guerre de races; le noble lord n'en parle nullement. Au contraire, j'ai toute raison de croire que la tranquillité est rétablie. Pour ce qui est arrivé, je suis bien prêt à prendre ma part de la responsabilité et celle de mes collègues. Je suis prêt à justifier toutes les démarches qui ont été faites, et je suis sûr que le parlement l'approuvera aussi quand il les connaîtra. Mais je dois prendre la liberté d'informer le noble lord que la responsabilité de cet événement, dans mon opinion, lui appartient autant qu'à toutes autres personnes, (OH ! OH ! de l'opposition) pour cette simple raison, qu'il n'y a pas de doute, d'après ce que j'ai vu dans les journaux et ailleurs, que c'est le rapport des procédés de cette chambre, il y a quelque temps, et l'expression d'opinion du noble lord qui ont contribué en grande partie à augmenter la violence de l'esprit de parti qui prévaut dans cette colonie, (écoutez, écoutez, du côté ministériel.) J'espère que le noble lord se souviendra qu'il y a une responsabilité pour les membres de l'opposition, aussi bien que pour les membres de l'administration. C'est moi qui fait que le noble lord me paraît publier trop souvent, (écoutez, écoutez.)

Lord Stanley.—Quant à la responsabilité qui s'attache aux membres de cette chambre et à l'opposition, sous toutes circonstances, il n'y a jamais eu de gouvernement qui ait été plus redevable que celui que j'ai devant les yeux à la bonne interprétation que l'opposition fait de sa responsabilité (écoutez écoutez); mais il n'y a rien dans la responsabilité d'un pair au parlement, qui doive le faire hésiter dans l'expression de sa conviction sur la nature et la mauvaise politique d'une marche que le gouvernement adopte; et l'intimation ou insinuation faite par le noble lord ne m'empêchera pas d'exercer la liberté de discours qui est un des plus grands privilèges d'un membre de cette chambre. Je répète la question au noble lord, savoir, si Lord Elgin a agi sans instructions, ou suivant sa propre autorité? Ou si le noble lord et ses collègues ont marqué la démarche qui a été prise et s'ils ont quelques explications à donner à cette chambre sur l'état de la colonie outre ce qui a paru sur les papiers publics? (Le noble lord dit qu'il mettra la dépêche de Lord Elgin sur la table de cette chambre vendredi prochain.)

Le Marquis de Lansdowne dit que la chambre ne siègerait pas le jeudi.

Lord Stanley.—Cependant, je répéterai la question; Lord Elgin a-t-il agi d'après son propre jugement; ou a-t-il été conseillé par le gouvernement de Sa Majesté?

Lord Grey.—Je ne puis que répéter ce que j'ai déjà dit. Je mettrai cette dépêche sur la table quand la Chambre siégera de nouveau, et avant qu'elle soit sur la table, il n'est pas expédient que j'entre dans des explications. En attendant que vos seigneuries aient eu la dépêche, il ne m'appartient pas de dire sur quels points j'ai donné des instructions à Lord Elgin, et sur quels je n'en ai pas donné. Mais quant au bill d'indemnité, je dis aujourd'hui ce que j'ai dit il n'y a que peu de temps, que je me suis abstenu, après conseil, de lui donner aucune instruction sur ce point. Je pense que la constitution du Canada et de la plupart de nos colonies est celle-ci: que les gouverneurs ont des instructions générales pour se guider en donnant leur assentiment ou le refusant à certains bills; que quand les bills leur sont présentés pour la sanction, ils sont obligés d'exercer leurs propres jugements, et l'ayant ainsi exercé, ils transmettent ces bills avec telles remarques qu'ils pensent nécessaires au secrétaire d'état, et la dessus Sa Majesté en conseil est avisée d'approuver ou désapprouver les bills. Je n'ai pas eu l'habitude et je ne la contracterai pas, tant que je remplirai l'emploi que j'occupe, de me départir de cette règle, et de donner des instructions aux gouverneurs des colonies sur la sanction ou le rejet de bills que je n'ai pas devant moi, et lorsque les circonstances sous lesquelles tels bills ont passé me sont connues. (Ecoutez.)

CHAMBRE DES COMMUNES

M. Hawes produisit et déposa sur la table des papiers relatifs au Canada.

M. Roebuck saisit cette occasion pour entrer dans de longs détails sur l'état des affaires en Canada; et par rapport au bill d'indemnité, fit lire un extrait d'une lettre adressée de

Montréal, à M. Hume, contenant une analyse des votes de la chambre d'assemblée, dans le but de montrer que la question n'est pas une question de races entre les Français et les Anglais, en autant que les majorités dans les divisions électurales, parmi lesquelles quelques uns des plus populaires ont rejeté les candidats conservateurs pour leur substituer des libéraux. Sur la question de confiance proposée au commencement de la session, immédiatement après les élections générales, l'administration a été démise par une majorité de plus de deux contre un, et comme de raison un changement de gouvernement, a eu lieu.

5. Ce changement dans la composition politique de l'assemblée, et le changement de gouvernement qui n'en a été qu'une conséquence, était donc clairement attribuable à un changement d'opinion dans le Haut-Canada. Dans le Bas-Canada rien ne pouvait expliquer l'un ou l'autre. Ces circonstances néanmoins n'ont pas suffi pour assurer pour les décisions du corps représentatif populaire, soit de l'indulgence ou du respect d'une certaine portion de ceux qui se disent, avec emphase, les supports des intérêts anglais. Dénoncer le parlement comme français dans sa composition, et le gouvernement comme sujet à l'influence française a été leur objet constant, et les doctrines les plus sauvages, touchant le droit qui appartient à une minorité anglaise de réformer par la violence, toutes injures qu'elle peut souffrir de la part d'une telle source ont été proclamées. J'ai maintenant, devant moi, un article qui a paru dans l'un des principaux journaux anglais de Montréal, l'un des premiers jours de la session, et dont je vous transcris le dernier paragraphe, pour montrer le caractère et le langage dans lequel, même dès lors, et avant que l'esprit public eût été excité par la discussion du bill d'indemnité, une portion de la presse prétendait de critiquer les procédés du parlement local. L'article traite d'une mesure concernant les townships à laquelle, je crois, aucune grande objection n'a été opposée en parlement. Il se termine malgré cela par ces mots: " nous en sommes très contents, le plutôt le pied fourchu (cloven foot) sera mis à nu, le mieux ce sera; l'intention évidente de cette majorité composée de français, aidés de quelques Anglo-Canadiens, est d'imposer de plus en plus des institutions françaises à la minorité anglaise dans le Bas-Canada. Cette intention est évidente comme nous l'avons dit et nous sommes heureux qu'on le fasse voir ouvertement. Nous espérons que le parti du gouvernement réussira dans chacune de ses coupables mesures. Lorsque la tyrannie française sera devenue insupportable, nous trouverons notre Cromwell. Sheffield dans les temps anciens, avait continué d'être renommé pour ses contaux acérés et bien trempés. Eh bien, on y fait aujourd'hui des bayonnettes tout aussi aiguës et tout aussi bien trempées. Quand nous ne pourrions plus supporter la tyrannie, on verra si de bonnes bayonnettes dans des mains saxonnes ne seront pas plus que l'égal d'une masse et d'une majorité."

6. Pour des personnes habituées au fonctionnement d'un gouvernement constitutionnel dans des communautés bien réglées, il peut paraître incroyable qu'un tel langage dût être employé par les organes d'un parti respectable quelconque, par rapport à un corps comprenant les représentants librement choisis d'après les principes les plus populaires; mais la cause de cette anomalie est assez évidente pour tous ceux qui sont au cours de l'histoire du Canada. Pendant une longue suite d'années, le corps représentatif, supporté du conseil législatif, ont été dans la province inférieure spécialement, dans un état d'antagonisme presque continu. Vilipendé l'un était la preuve la plus certaine de patriotisme; dénoncer l'autre, était la preuve la plus certaine de loyauté. Dans une société essentiellement démocratique de sa nature, où la diversité des races donnait naissance à des éléments particuliers de confusion, et où, conséquemment, il était ou ne peut plus important que les autorités constitutionnelles fussent respectées, l'influence morale de la loi et du gouvernement fut affaiblie par l'existence d'une lutte perpétuelle entre des pouvoirs qui auraient dû se donner un secours mutuel. On ne peut rien imaginer de moins favorable à l'extinction des animosités nationales, et à l'établissement constant de l'autorité heureuse et bienveillante de ces institutions libérales qu'il est de la gloire et de l'avantage de l'Angleterre de donner à ses enfants.

7. Je ne puis sans espoir qu'un attachement constant aux principes du gouvernement constitutionnel, et que la continuation de l'harmonie entre les différentes branches de la législature, puissent conduire, avec le temps, à l'oubli des maux; néanmoins, et en attendant, je dois attribuer uniquement à la cause que j'ai mentionnée, le ton de défiance arrogante avec lequel les résolutions, non pas du gouvernement seulement, mais aussi du parlement, sont traitées par un parti qui se trouve, pour ce moment, être dans l'impossibilité de faire prévaloir ses vues, et les actes de violence auxquels ce langage inflammatoire a conduit dans la circonstance actuelle.

8. On ne peut douter, je le crains bien, que beaucoup de personnes ne désapprouvent consciencieusement la mesure relative aux pertes de la rébellion dans le Bas-Canada, introduite par le gouvernement et passée à une grande majorité dans le Parlement local; et que cette mesure ne réveille, dans les esprits de plusieurs autres des antipathies nationales, et des souvenirs d'anciens conflits, que des politiques trompeurs cherchent à exploiter pour parvenir à leurs fins. C'est donc indubitablement, une mesure qui devait être traitée avec calme et modération, par tous ceux, au moins, qui ne sont pas intéressés dans son but; malheureusement, néanmoins, cela n'a nullement été le cas. Non seulement des appels aux passions de la nature la plus dangereuse sont sortis des presses locales, mais ils ont reçu l'appui de ceux de qui ils devaient le moins attendre. Des passages, tels que le suivant, dans lequel un journal de quelque influence à Londres de la population anglaise comme étant affectée par la mesure en question. " Ils sont passablement capables de prendre soin d'eux-mêmes, et nous comprenons fort mal le ton adopté par la presse et le peuple anglais dans la province, s'ils ne trouvent pas quelque moyen de résister au grand coup et au grand encouragement qu'on leur prépare; sont lus avec avidité et interprétés de manière à signifier que des sympathies viendront de quartiers influents dans la métropole, à ceux qui cherchent à annuler la décision déplaisante de la législature locale; quelque puissent être les moyens qu'ils prennent pour atteindre ce but."

9. Les scènes qui ont déshonoré Montréal dernièrement sont les effets naturels d'une agitation de ce caractère, agissant sur un peuple d'une nature excitable, qui a été porté à croire qu'une race qu'il méprise, et sur laquelle il a été habitué à dominer, a obtenu, par le fonctionnement d'un sys-

10. Quand j'ai quitté la maison du parlement, après avoir donné la sanction royale à plusieurs bills, dont j'ai fait mention, j'ai été reçu par un mélange de vivats et de sifflets de la part de la foule, peu nombreuse, qui se tenait à l'entrée de la bâtisse. Un petit peloton d'individus composé, on s'en est depuis assuré, de personnes d'un rang respectable dans la société, lancèrent sur le carrosse des projectiles qu'il faut qu'ils aient apportés avec eux pour la circonstance. Dans l'espace d'une heure après cet événement, un avis, dont j'inclus une copie, sortit des bureaux de l'un des journaux, convoquant une assemblée en plein air. A cette assemblée, des discours incendiaires furent prononcés. Tout à coup, soit qu'on fut sous l'effet d'une excitation momentanée, ou que l'on agit en conformité avec un plan tracé d'avance, la foule se dirigea vers la maison du parlement, où les membres étaient encore à siéger, et, après avoir brisé les chaînes, elle mit le feu à l'édifice qui fut entièrement consumé. Par cet acte injustifiable, des propriétés publiques d'une valeur considérable, renfermant deux excellentes bibliothèques, ont été totalement détruites. Ayant exécuté son projet, la foule se dispersa, paraissant satisfaite de ce qu'elle avait fait. On permit aux membres de se retirer tranquillement, et aucune résistance n'a été offerte aux troupes, qui parurent sur la place après un court intervalle pour rétablir la paix et aider à éteindre les flammes. Pendant les deux jours suivants, il y eut beaucoup d'excitation dans les rues et quelques actes d'incendie furent commis. Depuis, les forces militaires ont été augmentées, et les chefs du parti mécontent ont montré quelque disposition à arrêter leur partisans et à diriger leur énergie vers le but plus constitutionnel de pétitionner la Reine pour obtenir mon rappel, et le désaveu de ce bill. Les procédés de la chambre d'assemblée tendront aussi à arrêter les troubles. J'espère donc, que la paix de la ville ne sera plus troublée. Les journaux que je vous envoie contiennent des rapports complets, et, je pense, assez corrects de tout ce qui est arrivé depuis mercredi dernier.

11. Le ministère est blâmé de n'avoir pas pris des précautions convenables pour prévenir ces désastres qu'il ne prévoyait nullement. Il est certain que le mécontentement au sujet du bill d'indemnité, se serait manifesté par les outrages qui ont été commis, pendant les quelques derniers jours. Peut-être qu'il n'y a pas donné une attention suffisante aux menaces de la presse de l'opposition. Il faut néanmoins admettre qu'il s'est trouvé dans une position des plus difficiles. Les forces civiles à Montréal, ville contenant 50,000 habitants, de différentes origines, avec des sociétés secrètes et d'autres agents de malveillance en constante activité, se composent de deux officiers de police, sous l'autorité du gouvernement et de 70 hommes nommés par la corporation. Ainsi, pour opposer une résistance effective à chaque rassemblement soit peu considérable, il faut avoir recours dans tous les cas, soit au militaire, ou à une force de citoyens enrôlés pour l'occasion. De graves objections, néanmoins, se présentent en cette circonstance, à l'adoption de l'un ou de l'autre de ces moyens, jusqu'à ce que la disposition de la populace, pour le tumulte, se soit manifestée malheureusement par des actes manifestes. Il était surtout important d'éviter toute mesure qui pourrait avoir l'effet de produire une collision entre les partis sur une question sur laquelle leurs sentiments étaient si fortement excités. Le résultat de la marche suivie est qu'il n'y a pas eu de sang répandu, et, si ce n'est dans le cas de quelques uns des ministres eux-mêmes, aucune destruction de propriétés privées n'a eu lieu.

12. Les procédés de l'assemblée ont été importants. J'inclus une copie d'une adresse qui m'a été votée par une majorité de 46 voix contre 16, contenant l'expression des sentiments d'horreur qu'ont fait naître les outrages qui ont eu lieu à Montréal, et de loyauté pour la Reine, et approuvant mon administration juste et impartiale du gouvernement, tant sous mes anciens que sous mes nouveaux aviateurs. Quelques-uns des membres de l'opposition approuvent la conduite que j'ai tenue au sujet du bill d'indemnité, ainsi qu'il appert par les discours de MM. Wilson et Galt, dont les rapports sont contenus dans les journaux que je vous envoie. M. Wilson est un membre influent du parti conservateur dans le Haut-Canada, et les vues de M. Galt sont d'autant plus importantes, qu'il n'a été envoyé en chambre, que tout récemment par un comté bas-canadien, qui comprend une nombreuse population anglaise. Généralement néanmoins, comme les amendements qu'ils ont proposés le montrent, ils désirent éviter de se compromettre sur ce point. Les votes contre l'adresse peuvent être ainsi classés. Sir Allan McNab et son parti; mes ex-ministres et leur parti enfin M. Papineau. Le premier a agi avec une constance parfaite, en votant comme il l'a fait en ces occasions; car, il a toujours prétendu que le gouvernement conduit d'après des principes anglais n'est pas convenable au Canada. La marche des seconds est moins compréhensible; car jusqu'au jour où ils m'ont offert leur résignation, ils ont constamment exprimé leur approbation des principes sur lesquels ma conduite comme gouverneur-général a été basée et ces principes, comme votre seigneurie le sait, n'ont subi aucun changement depuis le changement d'administration. Le vote de M. Papineau offre une légion utile, qui ne sera pas, j'espère, perdue par des personnes, qui avaient été induites à croire que la persécution, dont je suis l'objet, actuellement, est réellement causée par la débauche indigne dont j'aurais donné des preuves envers ceux qui furent poussés par lui à la rébellion.

13. J'ai maintenant fourni à votre seigneurie un rapport, aussi clair que j'ai pu le faire, de ces événements importants, et je puis conclure en vous assurant que la ville est parfaitement tranquille, et qu'il n'y a actuellement aucune apparence que les troubles doivent se renouveler. Quelques jours auparavant quel étoit le procédé du parti de la violence, ont eu dans le Haut-Canada, et de quelle réaction ils ont été suivis. En attendant, c'est ma ferme conviction, que si l'on se soumet à ces dictées, le gouvernement de cette province, par des moyens constitutionnels, sera impossible; et que la lutte

DÉPÊCHE OFFICIELLE DE LORD ELGIN.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Montréal, 30 avril 1849.

M. LORD.—Je vous informe avec regret qu'une émeute, suivie de conséquences très-déplorables, bien que par bonheur, la vie des citoyens n'ait rien souffert, ou que personne n'ait reçu de mal excepté dans un cas, a eu lieu dans la cité de Montréal, durant ces derniers jours. Je m'empresse de donner à Votre Seigneurie un rapport de ce qui est arrivé, de peur que vous ne soyez induit en erreur par des rapports exagérés, transmis par les Etats-Unis.

2. L'arrivée inattendue de vaisseaux chargés de marchandises au port de Québec, me fit un devoir de me rendre au parlement, sans en donner avis longtemps d'avance, mercredi dernier, afin de donner la sanction royale à un bill de douanes qui avait passé ce jour-là dans le conseil législatif; et je considérai que, puisque cette nécessité était survenue, il ne serait pas expédient de tenir l'opinion publique en suspens en omettant de disposer, en même temps, des autres actes dans lesquels les deux branches du parlement local avaient antérieurement concouru, et qui attendaient encore pour ma décision. Parmi ceux-là était l'acte qui pourvoit à l'indemnité des personnes, dans le Bas-Canada, dont les propriétés ont été dévotées pendant la rébellion de 1837 et 1838, au sujet duquel, comme le sait votre seigneurie, il s'est élevé beaucoup d'excitation.

3. Je vous envoie donc sous ce pli, pour que vous la parcouriez, une copie imprimée de l'acte en question et je ne manquerai pas, par la première malle, de vous fournir pleine information touchant son caractère et son but, les circonstances qui ont donné lieu à son introduction, et les raisons d'après lesquelles je me suis décidé, après mûres réflexions à la sanctionner. Aucun argent ne peut être payé en vertu de ce bill comme indemnité, l'ici à un temps éloigné, en sorte que le pouvoir de Sa Majesté peut être exercé, avec effet, Sa Majesté l'ait ainsi avisée, nonobstant la marche que j'ai suivie. Comme j'écris cette dépêche à la hâte, dans la vue de la transmettre par la voie de New-York, je me bornerai pour le moment à vous faire le récit des procédés qui ont troublé la paix de la cité.

4. Cependant, afin de rendre cette narration intelligible, je dois commencer par vous dire, que depuis un certain temps, la chambre d'assemblée, telle que présentement constituée, a été l'objet de récriminations amères et assez souvent de menaces inconsidérées de la part d'une certaine partie de la presse de la province, et plus particulièrement de celle de Montréal. Votre Seigneurie se rappellera probablement que le corps en question est l'œuvre d'une élection générale qui a eu lieu il y a à peu près dix-huit mois, sous les auspices du parti politique aujourd'hui dans l'opposition, et après une dissolution à laquelle j'ai eu recours sur son avis, dans le but de le renforcer dans sa position comme gouvernement. Le résultat de cette mesure a

été très-défavorable à ceux qui l'avaient recommandée, non pas tant dans le Bas-Canada, où la composition de la représentation a été fort peu changée par suite de cette dissolution, que dans le Haut-Canada, où plusieurs collèges électoraux, parmi lesquels quelques uns des plus populaires ont rejeté les candidats conservateurs pour leur substituer des libéraux. Sur la question de confiance proposée au commencement de la session, immédiatement après les élections générales, l'administration a été démise par une majorité de plus de deux contre un, et comme de raison un changement de gouvernement, a eu lieu.

5. Ce changement dans la composition politique de l'assemblée, et le changement de gouvernement qui n'en a été qu'une conséquence, était donc clairement attribuable à un changement d'opinion dans le Haut-Canada. Dans le Bas-Canada rien ne pouvait expliquer l'un ou l'autre. Ces circonstances néanmoins n'ont pas suffi pour assurer pour les décisions du corps représentatif populaire, soit de l'indulgence ou du respect d'une certaine portion de ceux qui se disent, avec emphase, les supports des intérêts anglais. Dénoncer le parlement comme français dans sa composition, et le gouvernement comme sujet à l'influence française a été leur objet constant, et les doctrines les plus sauvages, touchant le droit qui appartient à une minorité anglaise de réformer par la violence, toutes injures qu'elle peut souffrir de la part d'une telle source ont été proclamées. J'ai maintenant, devant moi, un article qui a paru dans l'un des principaux journaux anglais de Montréal, l'un des premiers jours de la session, et dont je vous transcris le dernier paragraphe, pour montrer le caractère et le langage dans lequel, même dès lors, et avant que l'esprit public eût été excité par la discussion du bill d'indemnité, une portion de la presse prétendait de critiquer les procédés du parlement local. L'article traite d'une mesure concernant les townships à laquelle, je crois, aucune grande objection n'a été opposée en parlement. Il se termine malgré cela par ces mots: " nous en sommes très contents, le plutôt le pied fourchu (cloven foot) sera mis à nu, le mieux ce sera; l'intention évidente de cette majorité composée de français, aidés de quelques Anglo-Canadiens, est d'imposer de plus en plus des institutions françaises à la minorité anglaise dans le Bas-Canada. Cette intention est évidente comme nous l'avons dit et nous sommes heureux qu'on le fasse voir ouvertement. Nous espérons que le parti du gouvernement réussira dans chacune de ses coupables mesures. Lorsque la tyrannie française sera devenue insupportable, nous trouverons notre Cromwell. Sheffield dans les temps anciens, avait continué d'être renommé pour ses contaux acérés et bien trempés. Eh bien, on y fait aujourd'hui des bayonnettes tout aussi aiguës et tout aussi bien trempées. Quand nous ne pourrions plus supporter la tyrannie, on verra si de bonnes bayonnettes dans des mains saxonnes ne seront pas plus que l'égal d'une masse et d'une majorité."

6. Pour des personnes habituées au fonctionnement d'un gouvernement constitutionnel dans des communautés bien réglées, il peut paraître incroyable qu'un tel langage dût être employé par les organes d'un parti respectable quelconque, par rapport à un corps comprenant les représentants librement choisis d'après les principes les plus populaires; mais la cause de cette anomalie est assez évidente pour tous ceux qui sont au cours de l'histoire du Canada. Pendant une longue suite d'années, le corps représentatif, supporté du conseil législatif, ont été dans la province inférieure spécialement, dans un état d'antagonisme presque continu. Vilipendé l'un était la preuve la plus certaine de patriotisme; dénoncer l'autre, était la preuve la plus certaine de loyauté. Dans une société essentiellement démocratique de sa nature, où la diversité des races donnait naissance à des éléments particuliers de confusion, et où, conséquemment, il était ou ne peut plus important que les autorités constitutionnelles fussent respectées, l'influence morale de la loi et du gouvernement fut affaiblie par l'existence d'une lutte perpétuelle entre des pouvoirs qui auraient dû se donner un secours mutuel. On ne peut rien imaginer de moins favorable à l'extinction des animosités nationales, et à l'établissement constant de l'autorité heureuse et bienveillante de ces institutions libérales qu'il est de la gloire et de l'avantage de l'Angleterre de donner à ses enfants.

7. Je ne puis sans espoir qu'un attachement constant aux principes du gouvernement constitutionnel, et que la continuation de l'harmonie entre les différentes branches de la législature, puissent conduire, avec le temps, à l'oubli des maux; néanmoins, et en attendant, je dois attribuer uniquement à la cause que j'ai mentionnée, le ton de défiance arrogante avec lequel les résolutions, non pas du gouvernement seulement, mais aussi du parlement, sont traitées par un parti qui se trouve, pour ce moment, être dans l'impossibilité de faire prévaloir ses vues, et les actes de violence auxquels ce langage inflammatoire a conduit dans la circonstance actuelle.

8. On ne peut douter, je le crains bien, que beaucoup de personnes ne désapprouvent consciencieusement la mesure relative aux pertes de la rébellion dans le Bas-Canada, introduite par le gouvernement et passée à une grande majorité dans le Parlement local; et que cette mesure ne réveille, dans les esprits de plusieurs autres des antipathies nationales, et des souvenirs d'anciens conflits, que des politiques trompeurs cherchent à exploiter pour parvenir à leurs fins. C'est donc indubitablement, une mesure qui devait être traitée avec calme et modération, par tous ceux, au moins, qui ne sont pas intéressés dans son but; malheureusement, néanmoins, cela n'a nullement été le cas. Non seulement des appels aux passions de la nature la plus dangereuse sont sortis des presses locales, mais ils ont reçu l'appui de ceux de qui ils devaient le moins attendre. Des passages, tels que le suivant, dans lequel un journal de quelque influence à Londres de la population anglaise comme étant affectée par la mesure en question. " Ils sont passablement capables de prendre soin d'eux-mêmes, et nous comprenons fort mal le ton adopté par la presse et le peuple anglais dans la province, s'ils ne trouvent pas quelque moyen de résister au grand coup et au grand encouragement qu'on leur prépare; sont lus avec avidité et interprétés de manière à signifier que des sympathies viendront de quartiers influents dans la métropole, à ceux qui cherchent à annuler la décision déplaisante de la législature locale; quelque puissent être les moyens qu'ils prennent pour atteindre ce but."

9. Les scènes qui ont déshonoré Montréal dernièrement sont les effets naturels d'une agitation de ce caractère, agissant sur un peuple d'une nature excitable, qui a été porté à croire qu'une race qu'il méprise, et sur laquelle il a été habitué à dominer, a obtenu, par le fonctionnement d'un sys-

tème constitutionnel, un pouvoir qu'elle n'aurait pas pu autrement acquérir. Delà surtout, son indignation véhémement contre moi personnellement, et la conviction, qui, dans beaucoup de cas, je pense, n'est pas parfaitement sincère, que j'ai manqué à mon devoir, parce que je n'ai pas, comme l'ont souvent fait mes prédécesseurs, consenti à me placer à la tête d'une agitation ayant pour but d'agir contrairement aux vues du parlement. La nature des doctrines constitutionnelles que l'on veut en pratique dans cette partie de la communauté est curieusement démontrée par le fait, que ce n'est pas la passion du bill par une majorité écrasante des représentants du peuple, ou l'arbitraire du conseil, mais le consentement du gouvernement, qui fournit un prétexte pour l'emploi de la violence populaire.

10. Quand j'ai quitté la maison du parlement, après avoir donné la sanction royale à plusieurs bills, dont j'ai fait mention, j'ai été reçu par un mélange de vivats et de sifflets de la part de la foule, peu nombreuse, qui se tenait à l'entrée de la bâtisse. Un petit peloton d'individus composé, on s'en est depuis assuré, de personnes d'un rang respectable dans la société, lancèrent sur le carrosse des projectiles qu'il faut qu'ils aient apportés avec eux pour la circonstance. Dans l'espace d'une heure après cet événement, un avis, dont j'inclus une copie, sortit des bureaux de l'un des journaux, convoquant une assemblée en plein air. A cette assemblée, des discours incendiaires furent prononcés. Tout à coup, soit qu'on fut sous l'effet d'une excitation momentanée, ou que l'on agit en conformité avec un plan tracé d'avance, la foule se dirigea vers la maison du parlement, où les membres étaient encore à siéger, et, après avoir brisé les chaînes, elle mit le feu à l'édifice qui fut entièrement consumé. Par cet acte injustifiable, des propriétés publiques d'une valeur considérable, renfermant deux excellentes bibliothèques, ont été totalement détruites. Ayant exécuté son projet, la foule se dispersa, paraissant satisfaite de ce qu'elle avait fait. On permit aux membres de se retirer tranquillement, et aucune résistance n'a été offerte aux troupes, qui parurent sur la place après un court intervalle pour rétablir la paix et aider à éteindre les flammes. Pendant les deux jours suivants, il y eut beaucoup d'excitation dans les rues et quelques actes d'incendie furent commis. Depuis, les forces militaires ont été augmentées, et les chefs du parti mécontent ont montré quelque disposition à arrêter leur partisans et à diriger leur énergie vers le but plus constitutionnel de pétitionner la Reine pour obtenir mon rappel, et le désaveu de ce bill. Les procédés de la chambre d'assemblée tendront aussi à arrêter les troubles. J'espère donc, que la paix de la ville ne sera plus troublée. Les journaux que je vous envoie contiennent des rapports complets, et, je pense, assez corrects de tout ce qui est arrivé depuis mercredi dernier.

11. Le ministère est blâmé de n'avoir pas pris des précautions convenables pour prévenir ces désastres qu'il ne prévoyait nullement. Il est certain que le mécontentement au sujet du bill d'indemnité, se serait manifesté par les outrages qui ont été commis, pendant les quelques derniers jours. Peut-être qu'il n'y a pas donné une attention suffisante aux menaces de la presse de l'opposition. Il faut néanmoins admettre qu'il s'est trouvé dans une position des plus difficiles. Les forces civiles à Montréal, ville contenant 50,000 habitants, de différentes origines, avec des sociétés secrètes et d'autres agents de malveillance en constante activité, se composent de deux officiers de police, sous l'autorité du gouvernement et de 70 hommes nommés par la corporation. Ainsi, pour opposer une résistance effective à chaque rassemblement soit peu considérable, il faut avoir recours dans tous les cas, soit au militaire, ou à une force de citoyens enrôlés pour l'occasion. De graves objections, néanmoins, se présentent en cette circonstance, à l'adoption de l'un ou de l'autre de ces moyens, jusqu'à ce que la disposition de la populace, pour le tumulte, se soit manifestée malheureusement par des actes manifestes. Il était surtout important d'éviter toute mesure qui pourrait avoir l'effet de produire une collision entre les partis sur une question sur laquelle leurs sentiments étaient si fortement excités. Le résultat de la marche suivie est qu'il n'y a pas eu de sang répandu, et, si ce n'est dans le cas de quelques uns des ministres eux-mêmes, aucune destruction de propriétés privées n'a eu lieu.

12. Les procédés de l'assemblée ont été importants. J'inclus une copie d'une adresse qui m'a été votée par une majorité de 46 voix contre 16, contenant l'expression des sentiments d'horreur qu'ont fait naître les outrages qui ont eu lieu à Montréal, et de loyauté pour la Reine, et approuvant mon administration juste et impartiale du gouvernement, tant sous mes anciens que sous mes nouveaux aviateurs. Quelques-uns des membres de l'opposition approuvent la conduite que j'ai tenue au sujet du bill d'indemnité, ainsi qu'il appert par les discours de MM. Wilson et Galt, dont les rapports sont contenus dans les journaux que je vous envoie. M. Wilson est un membre influent du parti conservateur dans le Haut-Canada, et les vues de M. Galt sont d'autant plus importantes, qu'il n'a été envoyé en chambre, que tout récemment par un comté bas-canadien, qui comprend une nombreuse population anglaise. Généralement néanmoins, comme les amendements qu'ils ont proposés le montrent, ils désirent éviter de se compromettre sur ce point. Les votes contre l'adresse peuvent être ainsi classés. Sir Allan McNab et son parti; mes ex-ministres et leur parti enfin M. Papineau. Le premier a agi avec une constance parfaite, en votant comme il l'a fait en ces occasions; car, il a toujours prétendu que le gouvernement conduit d'après des principes anglais n'est pas convenable au Canada. La marche des seconds est moins compréhensible; car jusqu'au jour où ils m'ont offert leur résignation, ils ont constamment exprimé leur approbation des principes sur lesquels ma conduite comme gouverneur-général a été basée et ces principes, comme votre seigneurie le sait, n'ont subi aucun changement depuis le changement d'administration. Le vote de M. Papineau offre une légion utile, qui ne sera pas, j'espère, perdue par des personnes, qui avaient été induites à croire que la persécution, dont je suis l'objet, actuellement, est réellement causée par la débauche indigne dont j'aurais donné des preuves envers ceux qui furent poussés par lui à la rébellion.

13. J'ai maintenant fourni à votre seigneurie un rapport, aussi clair que j'ai pu le faire, de ces événements importants, et je puis conclure en vous assurant que la ville est parfaitement tranquille, et qu'il n'y a actuellement aucune apparence que les troubles doivent se renouveler. Quelques jours auparavant quel étoit le procédé du parti de la violence, ont eu dans le Haut-Canada, et de quelle réaction ils ont été suivis. En attendant, c'est ma ferme conviction, que si l'on se soumet à ces dictées, le gouvernement de cette province, par des moyens constitutionnels, sera impossible; et que la lutte